

b) Par le Canada, la créance fiscale est traitée par le Canada comme un montant dû en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, dont la perception n'est assujettie à aucune restriction.

5. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme créant ou accordant à l'Etat requis des recours administratifs ou judiciaires contre la créance fiscale de l'Etat requérant ayant fait l'objet d'une décision définitive, qui se fonderaient sur les recours de ce genre qui seraient disponibles en vertu de la législation de l'un ou l'autre des Etats contractants. Si, à un moment quelconque avant l'exécution d'une demande d'assistance présentée en vertu du présent article, l'Etat requérant perd le droit de percevoir la créance fiscale en vertu de son droit interne, l'autorité compétente de l'Etat requérant retire immédiatement la demande d'assistance en matière de perception.

6. Sous réserve du présent paragraphe, les sommes perçues par l'Etat requis conformément au présent article sont remises à l'autorité compétente de l'Etat requérant. Sauf entente contraire entre les autorités compétentes des Etats contractants, les frais ordinaires exposés pour la perception de la créance sont assumés par l'Etat requis et les frais extraordinaires exposés à l'égard de cette créance sont assumés par l'Etat requérant.

7. Une créance fiscale d'un Etat requérant acceptée pour perception ne jouit pas, dans l'Etat requis, de la priorité dont jouissent les créances fiscales de l'Etat requis.

8. L'assistance prévue par le présent article n'est pas fournie à l'égard d'une créance fiscale concernant un contribuable si celui-ci peut établir que,

a) Lorsque le contribuable est une personne physique, la créance fiscale concerne une période imposable au cours de laquelle le contribuable était un citoyen de l'Etat requis, et

b) Lorsque le contribuable est une entité qui est une société, une succession ou une fiducie, la créance fiscale concerne une période imposable au cours de laquelle le contribuable était constitué conformément à la législation en vigueur dans l'Etat requis.